



Conseil communal
de Gimel

Gimel, le 1^{er} novembre 2019

**Extrait du procès-verbal
de la séance du Conseil communal
du mardi 29 octobre 2019**

Présidence : Madame Christelle Debonneville

LE CONSEIL COMMUNAL

- Vu le préavis municipal n° 04-2019 : **«arrêté d'imposition pour l'année 2020»** ;
- Ouï le rapport de la Commission des finances ;
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour ;

DECIDE

1. D'accepter l'arrêté d'imposition pour l'année 2020, tel que présenté, soit le maintien de l'impôt communal à 74.5% de l'impôt cantonal de base et le maintien du statu quo pour tous les autres taux d'imposition.
2. D'autoriser la Municipalité à le soumettre à la ratification du Conseil d'Etat en vue de son application, pour une année, dès le 1er janvier 2020.

Pour le Bureau du Conseil communal

La présidente

Christelle Debonneville

Le secrétaire

Florian Magnin

Droit de référendum

Conformément à la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), les décisions adoptées par le Conseil communal peuvent être soumises à référendum (art. 107 al. 1), sauf exceptions expressément mentionnées dans la loi (art. 107 al.2). La demande de référendum doit être annoncée par écrit à la Municipalité, accompagnée d'un projet de liste de signatures, par cinq électeurs constituant le comité, dans les dix jours qui suivent l'affichage des décisions du Conseil communal (art. 110 et ss.).